

	RDR Republican Rally for Democracy in Rwanda <i>Rassemblement Républicain pour la Démocratie au Rwanda</i> <i>Ihuliro Rishingiye kuri Republika Riharanira Demokarasi mu Rwanda</i>	
	Postbus 3124 2280GC, Rijswijk, Netherlands Phone/Fax : 31-180633822 Website : http://www.rdrwanda.org	P.O. Box 5352, Postal Station B Montréal, Canada, H3B 4P1 Phone : +1-514 5723466 Email : info@rdrwanda.org
	<i>Pour un Peuple Réconcilié dans un Etat de droit ; For a Reconciled People in a Rule of Law ; Duhanire Ubwiyunge bw'Abanyarwanda mu Gihugu cyubahiriza Amategeko;</i>	

COMMUNIQUE DE PRESSE NO. 1/2004.....

UNE NOUVELLE DESCENTE AUX ENFERS DU RWANDA EST REDOUTÉE

Le Comité directeur du RDR s'est réuni en session ordinaire le 01 février 2004 à Amersfoort au Pays-Bas.

Après avoir analysé la situation politique qui prévaut au Rwanda, le Comité directeur du RDR réitère son attachement indéfectible à la solution pacifique de la crise rwandaise. Cependant, malgré des déclarations trompeuses de Monsieur Kagame Paul le 27 janvier 2004 lors de la conférence internationale sur le génocide qui se tenait à Stockholm en Suède, le RDR redoute que l'obstructionnisme du FPR ne reconduise le Rwanda dans une nouvelle descente aux enfers.

En effet, le Comité directeur du RDR constate que les simulacres de référendum constitutionnel du 26 mai 2003, d'élections présidentielles du 25 août 2003 et d'élections législatives du 29 septembre au 2 octobre 2003 organisés par le FPR n'ont rien réglé à la crise rwandaise qui reste toute entière :

- la masse populaire est soumise à un processus de paupérisation croissante; elle baigne dans une misère abjecte, souffre de la faim et manque de soins de santé de base pendant que les dirigeants du régime dictatorial FPR détournent les ressources du pays à leurs propres fins personnelles sans vergogne;
- les violations des droits et des libertés de la personne humaine ont été institutionnalisées ;
- la justice reste paralysée et les prisonniers, dont la plupart sont injustement détenus sans dossiers ou sans jugement depuis 10 ans, continuent de périr dans les prisons-mouroirs ;
- le FPR continue d'imposer un deuil discriminatoire et refuse d'autoriser la dénonciation et la poursuite de ses membres impliqués dans le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre commis au Rwanda depuis 1990 ;
- la réconciliation du peuple rwandais reste un vœu pieux à cause des extrémistes du FPR qui s'opposent avec acharnement au Dialogue Inter-rwandais hautement inclusif ;
- la mauvaise gouvernance, la corruption, la gabegie, le clientélisme et le détournement des biens publics gangrènent le pays.

Pourtant la Communauté Internationale continue de fréquenter ce régime dictatorial et sanguinaire comme s'il n'en était rien. Or on se souvient pertinemment comment l'abandon de la Communauté Internationale en avril 1994 a créé une situation extrême au Rwanda qui a favorisé le génocide, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et autres violations des droits humains. Ces crimes se sont poursuivis en République démocratique du Congo à cause de l'impunité dont continuent de jouir les présumés criminels de guerre au sein du FPR.

Le Comité directeur du RDR appelle aux personnes éprises de paix, de justice, de libertés et de démocratie de rester vigilantes pour ne pas se faire une fois de plus tromper par le FPR. Comme le changement de régime revient au peuple rwandais lui-même, le Comité directeur du RDR lui lance un appel à intensifier la lutte et la résistance pacifiques contre la tyrannie et l'oppression du FPR.

Le Comité directeur du RDR réitère l'appel lancé à l'opposition démocratique rwandaise par la Présidente du RDR, à l'occasion du 43^{ième} anniversaire de la République le 28 janvier 2004, pour organiser le Dialogue inter-rwandais au cours de cette année, en vue de dégager une plateforme commune des propositions et de revendications à faire en dernière tentative au régime de Kigali.

Le Comité directeur du RDR demande à la Communauté Internationale de ne pas se rendre complice du régime dictatorial et sanguinaire du FPR contrôlé par des présumés responsables de crimes contre la paix et l'humanité, crimes de guerre et génocide commis au Rwanda depuis octobre 1990 et en République démocratique du Congo depuis 1996. Il lui demande de mettre fin à l'impunité des criminels de guerre protégés par le FPR en faisant notamment arrêter ceux dont le Tribunal Pénal International pour le Rwanda a déjà établi les dossiers, et en demandant au Gouvernement français de publier le rapport du Juge Jean-Louis Bruguière pour que la vérité sur l'assassinat du Président Habyarimana Juvénal , élément déclencheur du génocide rwandais en avril 1994, soit connue.

Fait à Amersfoort le 2 février 2004.

Emmanuel Nyemera, Ph.D.

Vice-Président et Porte-Parole du RDR